

Andreff, Wladimir. *Les multinationales*. Paris, Éditions la Découverte, Coll. « Repères », no 54, série « Questions économiques internationales », 1987, 127 p.

Jean-Claude Cosset

Volume 19, Number 3, 1988

L'espace extra-atmosphérique et le Canada

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702394ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702394ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cosset, J.-C. (1988). Review of [Andreff, Wladimir. *Les multinationales*. Paris, Éditions la Découverte, Coll. « Repères », no 54, série « Questions économiques internationales », 1987, 127 p.] *Études internationales*, 19(3), 571–572.
<https://doi.org/10.7202/702394ar>

l'État, « *din wa dawla* » sont inséparables en Islam. Il trouve que ce présupposé cache le fait que les sphères religieuses et politiques sont séparées dans le vécu de la grande majorité des Musulmans et que ce présupposé conduit à des conclusions faciles et fausses. Ainsi, l'unité de religion et de politique élimine toute possibilité de liberté idéologique et de flexibilité institutionnelle et, par conséquent, arrête le développement des systèmes social, économique et politique. Mais, en fait, la majorité des Musulmans se comporte en prenant pour acquis que l'Islam est bien plus flexible que cette perspective ne permet d'en-trevoir.

En second lieu, ce présupposé laisse entendre que l'unité du religieux et du politique produit la tyrannie dans les pays islamiques et l'agressivité dans leurs relations extérieures. Enfin, ce présupposé conduit à la conclusion que c'est l'émotion qui dicte la prise de décision politique. Cela ne permet pas de réaliser que les Musulmans ont aussi des intérêts nationaux et que ces intérêts différents et même conflictuels, peuvent influencer leur comportement.

Il est temps, enfin, qu'on commence à questionner ce présupposé obscurcissant. Parmi une avalanche de livres publiés depuis la révolution « islamique » en Iran, ce livre représente un effort soutenu de penser en profondeur la problématique de l'Islam et l'État.

Néanmoins, la question n'est pas complètement résolue car on pourrait se demander si l'unité du religieux et du politique ne couvre que des champs restreints ou bien si la politique domine l'articulation de la religion. On espère que l'auteur poussera son travail encore plus.

Norma SALEM

*Institut québécois de la
recherche sur la culture*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

ANDREFF, Wladimir. *Les multinationales*. Paris, Éditions la Découverte, Coll. « Repères », no. 54, série « Questions économiques internationales », 1987, 127 p.

Le professeur Wladimir Andreff, auteur prolifique, a, semble-t-il, consacré la majeure partie de ses contributions scientifiques à l'analyse du rôle des entreprises multinationales (EMN). L'intérêt de ce nouvel ouvrage d'Andreff est d'offrir au lecteur un panorama 1) du rôle prépondérant que jouent les EMN dans l'économie mondiale et 2) des différentes théories explicatives de ce phénomène.

Le livre est divisé en six chapitres dont le premier porte sur les définitions et l'historique des EMN. À juste titre, l'auteur reconnaît que la définition des EMN est un problème, en permanente évolution avec l'histoire des EMN. Contrairement aux idées reçues, l'auteur rappelle que le développement des EMN n'est pas un phénomène récent. En effet, en 1914 on estime à plus de 14 milliards de dollars le stock des investissements directs étrangers. Andreff, chiffres à l'appui, montre aussi que la crise est une période d'accélération, absolue ou relative, du développement des EMN.

Dans le deuxième chapitre, Andreff montre que les EMN croissent, non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi par les aspects qualitatifs: nouveaux secteurs (en particulier le secteur tertiaire: agences de presse, agences de publicité,...), nouvelles formes d'investissement (e.g., *joint ventures* pour réduire le risque politique), nouveaux pays d'origine (pays en voie de développement, tels Hong Kong, l'Inde, le Brésil,...).

Le chapitre 3 est consacré à une présentation rapide des banques multinationales, des groupes financiers multinationaux, des Euro-marchés et des places financières. Consacrer quinze pages à un sujet aussi vaste et important est une entreprise bien téméraire. En outre, conclure sur la base d'une simple analyse de corrélation que « plus les pays ont accueilli des flux d'investissements directs en 1978-

1981, plus ils sont endettés en 1983-1985 » est déroutant. D'autres facteurs, tel l'effondrement des prix des matières premières, n'ont-ils pas contribué à la crise d'endettement des pays en voie de développement ?

Dans le chapitre 4 qui m'a paru le plus intéressant, Andreff examine les relations parfois difficiles qu'établissent les EMN et les États. Contrairement aux idées avancées par certains thuriféraires des EMN, l'auteur argumente qu'au moins pour un grand nombre de pays en voie de développement, le commerce extérieur lié aux EMN peut avoir un effet préjudiciable sur la balance commerciale de ces pays. Dans la même veine, Andreff présente une synthèse assez intéressante du débat qu'ont suscité les transferts de technologie. Pour Andreff, les impacts des EMN sur les revenus, l'industrie des pays hôtes et l'emploi sont controversés et difficiles à évaluer. Cependant, l'auteur invoque la création d'emplois en Lorraine pour expliquer que dans les années 80, le gouvernement socialiste de la France a développé une politique plus libérale à l'égard des EMN.

Le chapitre 5 est une revue des explications théoriques de l'expansion des EMN. Selon Andreff, « les théories explicatives des EMN sont toujours en retard d'une guerre ». En outre, elles ne sont pas en mesure d'expliquer toutes les formes d'EMN qui ont vu le jour ces dernières années. Enfin, les théories éclectiques, en vogue ces dernières années dans les écoles de gestion, frôlent la tautologie. Un jugement bien sévère et peu convaincant !

Le dernier chapitre, intitulé : « Vive la Crise », donne une fois de plus l'occasion à l'auteur de pourfendre le rôle des EMN. Les titres des sections de ce chapitre sont très éloquentes : les multinationales restent plus rentables... améliorent leur image dans l'opinion... contrôlent les technologies nouvelles... segmentent les tiers-mondes... divisent le travail entre les nations... durcissent le rapport salarial. En ce qui a trait à l'argument que les EMN sont plus rentables que les entreprises purement nationales, le commentaire suivant s'impose : Tant qu'Andreff n'aura pas tenu compte des autres variables susceptibles d'af-

fecter la rentabilité des entreprises (par exemple, la taille, la concentration (la puissance de marché), le taux de croissance, une mesure de levier financier,...) sa conclusion qui ne repose, en outre, sur aucun test statistique sera prématurée et discutable.

Cette découverte des EMN que le professeur Andreff offre au lecteur n'est pas sans intérêt. Cependant, probablement pour satisfaire les exigences de la collection « Repères », l'analyse est superficielle et manque souvent de rigueur. En outre, dans son introduction, le professeur Andreff écrit que « son ambition se borne à éviter un trop facile dogmatisme pro- ou anti-MN ». Même si le dogmatisme anti-MN d'Andreff est plus subtil que primaire, je ne pense pas que l'auteur trace un portrait objectif du rôle des EMN !

Jean-Claude COSSET

*Département de Finance/Assurance
Université Laval, Québec*

DANIELIAN, Ronald L. and THOMSEN, Stephen E. *The Forgotten Deficit: American's Addiction to Foreign Capital*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Studies in American Business and the International Economy », 1987, 96 p.

Les États-Unis, considérés encore en 1983 comme un des plus importants pays créditeurs du monde, ont depuis 1986 l'honneur peu enviable d'avoir le niveau d'endettement étranger le plus élevé au monde. Les auteurs de cet ouvrage analysent les effets de cette détérioration de la situation financière des États-Unis sur les économies américaine et mondiale. Deux problèmes majeurs retiennent l'attention des auteurs. Le premier, qui résulte de l'incapacité de l'économie américaine à générer un montant suffisant d'épargne privée pour financer le déficit du gouvernement fédéral, est le recours croissant de cette économie à des capitaux étrangers. Pour messieurs Danielian et Thomsen, le gouvernement fédéral américain, par le biais de ses lois fiscales, doit être tenu responsable à la fois du déficit budgétaire américain et du taux d'épargne privée